

Unité interdépartementale des deux Savoie
430 rue de Belle Eau
73 000 CHAMBERY

Chambéry, le **15 AVR. 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES

Agence Savoie
Les Coutres Rue Benoît Perret
73410 ENTRELACS

Références : [P4S-22-59](#)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2022 dans l'établissement ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES implanté Agence Savoie Les Coutres Rue Benoît Perret 73410 ENTRELACS. L'inspection a été annoncée le 11/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action régionale de prévention des risques incendie menée par les services de la DREAL Auvergne Rhône-Alpes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX AUVERGNE RHONE-ALPES
- Agence Savoie Les Coutres Rue Benoît Perret 73410 ENTRELACS
- Code AIOT dans GUN : 0006104307
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société VEOLIA est régulièrement autorisée, par un arrêté préfectoral du 10/05/07, à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, au sein de son établissement situé sur le territoire de la commune nouvelle d'Entrelacs (ex-Albens). Le classement des activités a été mis à jour par arrêté du 21/05/14.

Le site qui occupe une surface totale de 33 000 m² est situé dans une zone à vocation artisanale, à l'écart des habitations. Une trentaine de personnes travaillent actuellement au sein de l'établissement, dont 4 seulement dédiées à l'exploitation des installations de tri, transit et

regroupement de déchets (le gros de l'effectif est constitué par les transporteurs).
Les déchets, principalement des déchets d'activités économiques, proviennent de la Haute-Savoie, la Savoie et l'Ain.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etat des stocks de produits
- Moyens de lutte contre l'incendie
- Prévention du risque pollution par eaux extinction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes:

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Sans objet
État des stocks – Déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1	/	Sans objet
Localisation des risques et zones de sécurité	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 6.1.2	/	Sans objet
Nomenclature et produits autorisés	AP Complémentaire du 21/05/2014, article 1	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, articles 6.1/6.4	/	Sans objet
Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, Art.2 et chapitre 6 point 6.3.6	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, Art.2 - § 4.7.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu, les risques sont maîtrisés.

La mise en place d'un système de détection incendie plus performant permettra de renforcer la sécurisation du site.

Une rencontre avec le SDIS pourrait être envisagée afin de finaliser les démarches de prévention.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing 2022
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Sur site ont été constatés le jour de l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- des bennes "Ecomobilier", provenant de déchetteries ou de l'industrie de l'ameublement (matelas, mobilier de bureau...), dont le contenu sera valorisé (bois/ rembourré/ ferraille);- des papiers, cartons, plastiques, déjà triés, et pour certains compactés;- de la ferraille;- des huiles de vidanges en transit;- des huiles de friture ;- du bois;- des déchets dangereux: batteries;- des déchets d'équipements électriques et électroniques;- quelques déchets de soins infectieux. Les fiches de données sécurité sont bien répertoriées (consultation par sondage).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des stocks – Déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing 2022
Prescription contrôlée : Etat des matières stockées (applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées) Cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.
Constats : Le suivi des stocks est réalisé de manière mensuelle. Le dernier état des stocks a été présenté aux inspecteurs. Les quantités sont évaluées visuellement, en fonction de la taille des cellules. Les déchets sont évacués au fur et à mesure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Localisation des risques et zones de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 6.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing 2022
Prescription contrôlée : L'exploitant recense les parties des installations qui sont susceptibles d'être à l'origine de sinistres pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'environnement. Les zones de sécurité sont signalées ainsi que la nature du risques et les consignes à observer. Les zones de risque explosion comprennent les zones ATEX. Les zones de sécurité sont munies de systèmes de détection; la surveillance ne doit pas reposer sur un seul point de détection.
Constats : Un plan du site localise les différentes zones de stockage. Le stockage des batteries et métaux se fait dans un bâtiment fermé. Le site fait l'objet d'une surveillance vidéo 24h/24. Les déchets électriques et électroniques sont présents en faible quantité dans le bâtiment abritant les batteries. Les batteries sont placées dans une benne afin de limiter le risque de pollution et de propagation. L'installation d'une détection incendie est en cours, avec caméra infra-rouge.
Observations : L'exploitant veillera à compléter et mettre à jour le plan du site et à déterminer l'emplacement permettant notamment aux équipes d'intervention incendie d'accéder rapidement aux informations nécessaires. Il conviendrait de veiller à tenir à jour l'état des matières présentes dans le local abritant les batteries et DEEE afin de pouvoir mettre à la disposition des services de secours une évaluation « en temps réel » des déchets entreposés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Nomenclature et produits autorisés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2014, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing 2022
Prescription contrôlée : Respect des quantités et volumes autorisés: <ul style="list-style-type: none">- Rubrique 2713-1 Déchets métalliques non dangereux : 5000 m² (A)- Rubrique 2791-2 Broyage de déchets de bois et papiers 40t/j (A)- Rubrique 2718-1 Déchets dangereux: batteries 20t; huiles usagées 229t, emballages et chiffons souillés 4t (A)- Rubrique 2714-1 Déchets non dangereux : papiers/cartons 3000m³; bois 300m³; plastiques 150m³ pneus 60m³ (A)- Rubrique 2716-2 Déchets non dangereux: déchets en mélange, y compris avec fraction fermentescible et refus de tri 200 m³; déchets verts 30 m³ (DC)- Rubrique 2711 Déchets d'équipements électriques et électroniques 50m³ (NC)- Rubrique 2517 Transit de déchets non dangereux inertes : gravats 60 m³ (NC)- Rubrique 1435 Station service: carburant < à 100m³ par an distribué (NC)
Constats : Le jour de l'inspection, un état des stock a été présenté aux inspecteurs. La visite de l'installation n'a pas mis en évidence de non conformité eu égard aux quantités autorisés.
Observations : L'exploitant veillera également à compléter son document de suivi d'état des stocks afin de faire apparaître les valeurs telles que précisées dans son arrêté d'autorisation. Le document du premier trimestre ainsi complété sera transmis au service de la DREAL sous un mois après réception du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, article 6.1/6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing 2022
Prescription contrôlée : Chapitre 6-1-3 Conception des bâtiments et des installations : Les locaux sont ventilés pour éviter toute accumulation de gaz ou vapeurs inflammables ou toxiques; pour le désenfumage, l'ouverture doit pouvoir se faire facilement ou à la main; limiter les accumulations de poussières inflammables. Chapitre 6-4 Moyens d'intervention : <ul style="list-style-type: none">- deux poteaux incendie publics situés à 200m du site débit de 60m³/h- réserve d'eau de 300m³- extincteurs à l'intérieur des locaux, aires extérieures et lieux à risques spécifiques – appropriés aux produits stockés- réserve de sable sec de minimum 100 litres avec pelle- moyen d'alerte des secours- plans des locaux (à jour).
Constats : Les deux réserves d'eau ont été vues, ainsi que le système de pompage. La motopompe est démarrée une fois par mois. La trappe de désenfumage côté chaîne de tri a effectivement été remise en état. Les bureaux sont équipés de détecteurs de fumées. Le lieu de stockage des balles de papier sera bientôt équipé de détecteur de fumées optiques, caméra infra-rouge et détecteur de flammes. Le VESDA (détecteur de fumées par aspiration) a été écarté à cause de déclenchements intempestifs liés aux émissions de poussières inhérentes à la manipulation de papier. Pour l'heure, une surveillance vidéo est assurée par un prestataire extérieur hors heures ouvrées. Un appel à l'exploitant est systématique pour lever le doute, si le doute persiste du personnel se rend sur place, les pompiers et la préfecture sont prévenus.
Observations : Lors de l'inspection il a été constaté que le stock de bois, bien que respectant les volumes autorisés et délimité par des cellules béton, était situé à proximité immédiate d'un bosquet. La propagation d'un feu vers ou depuis les broussailles et bosquets reste possible. Il conviendrait de réduire ce risque par un élagage par exemple. De même, il conviendra de veiller à ce que le stock de journaux ne dépasse pas la hauteur du mur de la cellule attenante au hangar de compactage des papiers. L'exploitant informera l'inspection sous un mois après réception du présent rapport d'éventuelles mesures envisagées. L'exploitant informera également l'inspection de la mise en place effective de la détection incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, Art.2 et chapitre 6 point 6.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing 2022
Prescription contrôlée : Vérifications périodiques: les installations, appareils ou stockages contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.
Constats : Les visites de vérification périodiques sont consignées dans un registre. On peut y lire que la vérification annuelle des extincteurs (bâtiment et véhicules) a eu lieu le 30 juillet 2021. La trappe de désenfumage a été remise en état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2007, Art.2 - § 4.71
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing 2022
Prescription contrôlée : Article 2 – paragraphe 4.71. : Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie sont confinées sur les aires étanches d'une surface de 6000m ² , par la mise en œuvre d'une vanne sur chaque exutoire des eaux pluviales.
Constats : Le site repose sur une dalle bétonnée/ enrobée. Les 3 vannes ont été vues et manœuvrées lors de la visite. Un exemple de fiche de visite trimestrielle a été présenté.
Observations : Il conviendrait de bien noter, sur la fiche de visite trimestrielle, la date de la visite et le nom du vérificateur (l'exemple fourni ne comprenait pas ces informations).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

